

QUAND L'ESS PROFITE DES BIENS SAISIS PAR LA JUSTICE

Autoformation au coeur des biens confisqués aux organisations criminelles en Italie :
bilan et prospective

UN PROJET PORTÉ PAR

Crim'HALT

DANS LE CADRE

ERASMUS +

DISPOSITIF EUROPÉEN DE MOBILITÉ PROFESSIONNELLE



Fin 2018, **Crim'HALT** remporte un appel à projet Erasmus+ baptisé **ECOPASS**.

Le projet European CONnexions contre le crime organisé et la Promotion d'Alternatives Sociales permet l'échange de pratiques entre la France et l'Italie dans la lutte contre la grande criminalité.

Lors d'un voyage d'étude de 5 jours, un groupe de 15 représentants français du monde de l'**Économie Sociale et Solidaire** ont visité, dans la région napolitaine, les associations et coopératives sociales installées dans des biens restitués à la société civile. Les participants ont pu découvrir le concept de **l'antimafia sociale** via la réutilisation des biens saisis aux groupes criminels.



Ce projet est le fruit d'un partenariat entre l'association **Crim'HALT** comme alternative et le **Comitato Don Pepe Diana** situé à Casal di Principe.



LA MAFIA

En Italie, quatre organisations criminelles de type mafieux sont définies comme des sujets politiques qui exercent une souveraineté sur un territoire donné en structurant un système fondé sur la violence, l'illégalité et sur la présence dans l'économie légale. Elles animent un code culturel aussi enraciné qu'évolutif et jouissent d'un relatif consensus social de la part de la population. Ces mafias gèrent un réseau vaste et ramifié de complicités qui s'adaptent aux changements socio-économiques. Mafieux et complices forment un corps social, une "bourgeoisie mafieuse" qui constitue un instrument de gouvernance depuis 200 ans. Il est communément admis que ce type de mafia n'existe pas en France...

LES MAFIAS ITALIENNES EN CHIFFRES

25 000**MAFIEUX**

et plusieurs centaines
de milliers de
complices

130**MILLIARDS**

d'euros de chiffres
d'affaire annuel hors revenu
du blanchiment

50**HOMICIDES**

par an en moyenne

180 000**COMMERÇANTS**

rackettés

Sources: EURISPES / Confcommercio

ANTIMAFIA, LE MODÈLE ITALIEN

ANTIMAFIA INSTITUTIONNELLE

- Commissions parlementaires dotées de pouvoirs d'enquête
- Procureurs indépendants de l'exécutif
- Délit d'association mafieuse
- Confiscation sans condamnation pénale du propriétaire
- Dissolution des assemblées élues pour infiltration mafieuse
- Statut protecteur pour le collaborateur de justice
- Parquet national antimafia

ANTIMAFIA SOCIALE

- Des milliers d'associations militant sur le terrain
- Libera, association regroupant 1 700 associations, informe, éduque à la citoyenneté, défend la mémoire des victimes et crée la loi usage social des biens confisqués aux mafieux (Loi n° 109/96)
- Depuis 1996, la redistribution aux citoyens des biens confisqués s'attaque à la mafia comme phénomène culturel

L'ANTIMAFIA EN CHIFFRES

6 Mrds €
DE BIENS SAISIS EN
MOYENNE PAR AN

12 000
BIENS À DISPOSITION
DES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

1 200
BIENS UTILISÉS
PAR L'ESS

100 000
BIENS SAISIS
DEPUIS 1982

3 000
MAFIEUX SORTIS
DU SYSTÈME GRÂCE AU
STATUT DE
COLLABORATEUR DE
JUSTICE

DES MILLIERS
DE MAFIEUX
EN PRISON

LA LÉGISLATION FACE À LA GRANDE CRIMINALITÉ

AU NIVEAU MONDIAL

- 1ere définition universelle du crime organisé : *“Une criminalité collective, ayant pour objectif de faire des affaires illégales et légales.”* (ONU 2000)
- *“Le crime organisé : principale menace contre de l’ordre mondial.”* (ONU 2010)
- *“Depuis le début du XXIe siècle, le crime organisé a tué à peu près autant de personnes que tous les conflits armés du monde.”* (ONU 2019)

UNION EUROPÉENNE

- *“Harmoniser les régimes de confiscation.”* (Protocole de Stockholm, 2009)
- *“Mettre en place un délit d’association mafieuse, la saisie préventive des patrimoines et leur réemploi à des fins sociales.”* (Commission CRIM du Parlement Européen, 2012/2013)
- La directive 42 *“impose le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime dans l’Union Européenne.”* (2014)

FRANCE

- 1992, Commission d’information sur les moyens de lutte contre les tentatives de pénétration de la mafia en France : *“un délit d’association mafieuse”*
- 2004, lois Perben : Introduction du statut de collaborateur de justice
- 2010, Service d’Information, de Renseignement et d’Analyse Stratégique sur la Criminalité Organisée (SIRASCO)
- 2011, Agence Gestion Recouvrement Avoirs Saisis et Confisqués (AGRASC)
- 2013, signature du décret d’application sur les coopérateurs de justice

L'ESS ET L'USAGE SOCIAL DES BIENS CONFISQUÉS EN ITALIE

QU'EST-CE QUE L'ESS ?

L'Economie Sociale et Solidaire représente les différentes familles de l'économie à but non lucratif que sont les associations, les mutuelles, les coopératives et les fondations. Il s'agit de sociétés de personnes dont l'ensemble des bénéfices est réutilisé au profit du projet. Depuis 2014 une loi reconnaît l'apport de l'ESS à l'enrichissement des territoires, et élargit son champ aux entreprises à lucrativité limitée.



AVANT



APRÈS

L'USAGE SOCIAL EN CHIFFRES

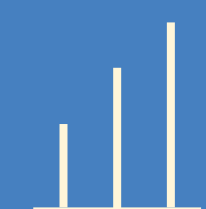
408
ASSOCIATIONS

188
COOPÉRATIVES

20
FONDATIONS

8
ASSOCIATIONS
SPORTIVES

2
ORGANISMES
DE FORMATION


DES MILLIERS
D'EMPLOIS

QUELQUES COOPÉRATIVES VISITÉES



CASA DON DIANA

Le centre culturel de la renaissance

Depuis 2009, ce bien saisi à la mafia est un lieu de mémoire, de rencontres et d'échanges. Une salariée, des centaines de bénévoles, 100 conférences, des milliers de scolaires accueillis, chaque année le festival de l'engagement citoyen.



AU DELÀ DES RÊVES

Une coopérative agricole contre la mafia

Depuis 2008, sur ce bien confisqué, cette coopérative sociale emploie 23 personnes, dont 12 en situation de handicap.



LE PARC FABER

Une pépinière de l'ESS

34 maisons confisquées abritent déjà une association LGBT et la ligue de préservation de l'environnement. Elles accueilleront bientôt la maison du cinéma et de la musique ainsi que d'autres réalités de l'ESS.

QUELQUES COOPÉRATIVES VISITÉES



COOPÉRATIVE DON PEPE DIANA

La mozzarella au goût de justice

Depuis 2010, cette coopérative de 8 sociétaires emploie 5 salariés et produit des tonnes de produits agricoles bio.



DULCIS IN FUNDO

La chocolaterie de l'espoir

Depuis 2015, une coopérative sociale qui emploie des personnes en situation de handicap et confectionne un chocolat vendu dans toute l'Italie.



Le restaurant NCO

L'Antimafia par le ventre

Depuis 2015, ce restaurant emploie 5 salariés dont 3 en situation difficile (handicapés, anciens détenus et toxicomanes).

NOS REVENDEICATIONS

Crim'HALT milite pour l'usage social des biens confisqués, unique moyen de changer les mentalités face à la grande criminalité.

“En France ou en Italie comme ailleurs, ce n'est pas la mafia qu'il faut attaquer mais la psychologie de nos sociétés afin de lever la tête, vivre dans la lumière et avancer.”

Séverin Medori, maire de Linguizetta, le 11 avril 2019, Casal di Principe



La maison du trafiquant de drogue devient un hébergement d'urgence ...

L'appartement du corrompu est mis à disposition d'une association d'intérêt général

10 ANS DE PLAIDOYER POUR L'USAGE SOCIAL DES BIENS CONFISQUÉS EN FRANCE

Le projet FLARE

En 2008, l'association Libera, à l'origine de la loi USBC lance le projet européen FLARE, *Freedom Legality And Rights in Europe*, afin de créer un réseau associatif contre le crime organisé.

Le 8 décembre 2009, Fabrice Rizzoli participe à l'acte fondateur du plaidoyer européen en jouant à Confiscopolis devant le Conseil des Ministres des 27 pays européens et devient le représentant de FLARE Network en France.



“Pour que le crime ne paie pas... en France”

Pendant 5 ans, l'antenne FLARE en France crée un réseau d'intérêt commun (Anticor / GRASCO / Transparency International / Libera France) et sensibilise le grand public au besoin d'impliquer les citoyens face à la grande criminalité : interventions dans les médias, projets pédagogiques, conférences (université d'été), manifestations culturelles (cinéma itinérant), flashmob (Confiscopolis), expérience du concept store Ethicando (2012/2013), plaidoyer envers les partis politiques et participation aux travaux parlementaires de la loi Égalité et Citoyenneté de 2014 à 2016.

Crim'HALT comme alternative

Fin 2014 : création d'une association destinée à promouvoir un usage social, à la française, des biens mal-acquis.

Depuis 2015, Crim'HALT anime le plaidoyer avec la chambre de l'ESS et soutient le projet de loi EL HAIRY voté par les deux chambres...



LE PROCESSUS LÉGISLATIF EN FRANCE

Les prémices de la loi

- 2017, AGRASC : 87 722 affaires, 173 077 biens en gestion estimés à 920 millions d’euros.

AGRASC : reverse les fonds issus de la confiscation au budget de l’état, aux parties civiles, aux forces de l’ordre, à la Mildeca et aux victimes de la traite des êtres humains.
- 22 décembre 2016 : l’Assemblée nationale adopte la loi Égalité et Citoyenneté (Journal officiel n°24 du 28 janvier 2017) avec l’USBC à son article 45.
- 23 janvier 2017 : le Conseil constitutionnel retoque l’article 45 comme 48 autres articles de la loi.



Saisie puis revendue en 2015, la villa à Saint-Martin des époux Balkany, estimée à 3 millions d’euros, n’aura pas profité à l’ESS.

La loi EL HAIRY

26 mars 2019 : les députés adoptent à l’unanimité le projet de loi El Hairy, visant à améliorer la trésorerie des associations, dont l’article 4 prévoit la possibilité de *“mettre à disposition de structures d’intérêt général des biens confisqués.”*

9 juillet 2019 : les sénateurs améliorent le texte : *“les immeubles confisqués aux criminels pourront être mis à disposition, à titre gratuit des foncières agissant dans l’intérêt général.”*

2020 : vote définitif de la Loi ?

SECOND SÉJOUR ERASMUS +

2020, second projet : Réseau Européen de Promotion d'Alternatives Économiques et Sociales face à la grande criminalité dont l'objet est l'échange de pratiques dans la lutte contre le crime organisé entre la France et l'Italie. Les participants pourront découvrir le concept de **l'antimafia sociale** via la réutilisation des biens confisqués aux groupes criminels, en particulier dans sa dimension agricole.

Lors d'un voyage d'étude de 5 jours en Calabre, un groupe de représentants du monde de l'**Économie Sociale et Solidaire** visiterons les coopératives actives sur des terres restituées à la **société civile**.

Ce projet est le fruit d'un partenariat entre l'association **Crim'HALT** et la coopérative **Valle del Marro** à Polistena, dans la province de Reggio en Calabre.

LE PROJET

 PRINTEMPS 2020

 CALABRE, ITALIE

UN GROUPE DE PROFESSIONNELS DE L'ESS

UNE SEMAINE AU CONTACT DES COOPÉRATIVES

. VISITES

. RENCONTRES

. SÉMINAIRES

CONTACT
FABRICE RIZZOLI

Président de Crim'HALT

 (+33)6.63.75.78.53

 contact@crimhalt.org



www.crimhalt.org

